



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation à Cuba

Question au Gouvernement n° 1420

Texte de la question

SITUATION À CUBA

Mme la présidente . La parole est à M. Jean-Victor Castor.

M. Jean-Victor Castor . Monsieur le ministre chargé du commerce extérieur et, surtout, monsieur le premier ministre, je tiens à vous dire au nom du groupe GDR que ce que vous venez de faire est un scandale. Ce n'est pas une simple indécatesse, c'est inadmissible ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, EcoS et SOC.*)

M. Pierre Pribetich . Bravo !

M. Jean-Victor Castor . Ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères. Au moment où nous parlons, un peuple se meurt depuis plusieurs mois. Le gouvernement américain a pris la décision d'asphyxier 9 millions de Cubains – 9 millions de personnes qui ne peuvent pas avoir de pétrole, des enfants en couveuses dans des hôpitaux qui ne fonctionnent plus...

M. Pierre Pribetich . Une honte !

M. Jean-Victor Castoralors qu'un problème d'hygiène s'est généralisé dans tout le pays. Récemment, les Américains ont bombardé des pêcheurs de Sainte-Lucie. Toute la région de la Caraïbe, où se trouvent la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe, est concernée par la situation.

Aucune condamnation n'est venue de votre part et le silence pesant du gouvernement français, voire sa complicité, est inacceptable. (*M. Louis Boyard applaudit.*) La France a pourtant les moyens de saisir l'ONU rapidement sur la situation à Cuba (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR*), d'intervenir et de participer à la solidarité internationale organisée par des associations et des syndicats. Il faudrait que cela se fasse au niveau du gouvernement. Apporter de l'aide à Cuba, c'est leur apporter rapidement des panneaux photovoltaïques et aider leur installation, ou exiger qu'Air France réinstalle les lignes aériennes reliant Cuba à l'Europe.

J'ai envie de dire qu'assister à ce qu'il se passe à Cuba, c'est la même problématique que d'assister au génocide palestinien.

M. Sylvain Maillard . Cela n'a rien à voir !

M. Jean-Victor Castor . Ce sont les mêmes réalités ! On ne peut pas laisser les États-Unis faire ce qu'ils veulent (*Mêmes mouvements*) à l'échelle de la planète, de la Caraïbe et des Amériques. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, LFI-NFP, SOC et EcoS.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. (*Sourires sur les bancs des groupes SOC et LIOT*).

M. Philippe Gosselin . Voilà qui s'appelle faire preuve de pédagogie !

M. Nicolas Forissier, *ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité* . Vous évoquez le fait que l'asphyxie économique de Cuba a beaucoup de conséquences pour la population cubaine, mais aussi pour la stabilité de la région. Je ne peux pas vous laisser dire que la France ne s'y intéresse pas. Depuis 1992, la France a toujours condamné l'embargo et elle continue à le faire au sein de l'Organisation des nations unies.

Dans le cadre du G7, que la France préside actuellement, nous avons engagé un certain nombre d'échanges et d'initiatives sur la question de la stabilité dans la région, donc incidemment sur la situation à Cuba. Sur une proposition de Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, nous avons annoncé une réunion portant très précisément sur cette question, sans doute au mois de juillet.

Nous appelons sans cesse au dialogue, y compris nos partenaires américains. Des pourparlers ont été engagés entre Cuba et les États-Unis, et nous espérons un certain nombre d'avancées. Des réponses ont été apportées par la république de Cuba, notamment l'engagement de libérer cinquante et un prisonniers détenus pour des motifs politiques ; ou encore de permettre à la diaspora cubaine de créer des entreprises dans un certain nombre de secteurs de l'économie, de façon assez ouverte. Ce sont des pas dans la bonne direction, de part et d'autre. La France privilégie ce dialogue et reste disponible, dans le cadre des Nations unies, pour toute aide humanitaire.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Victor Castor](#)

Circonscription : Guyane (1^{re} circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1420

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Commerce extérieur et attractivité

Ministère attributaire : Commerce extérieur et attractivité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2026